



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

Union européenne

TikTok et Twitter parmi les réseaux promis à des règles plus strictes

Pour mieux lutter contre les discours haineux et la désinformation, les plateformes qui «déclarent» plus de 45 millions d'utilisateurs ...

• (Page 08)

Tendance

Le streaming et les plateformes vidéo vont dépasser la télévision

Le temps quotidien moyen passé par les adultes ...

• (Page 08)



Régulation des Communications Électroniques & Postes

• (Page 03)

Partage d'expérience entre le Togo et les Îles Comores



Les femmes dans la logistique et le transport

• (Page 04)

WiLAT Togo porté sur les fonts baptismaux

Contenu numérique
Canal+ lance la Digital Factory en Afrique

Présent dans plus de 20 pays sur le continent africain, le Groupe Canal+ annonce la ...

• (Page 02)

Grand Lomé

L'INSEED enquête sur les conditions de vie des ménages

L'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) démarre une enquête sur les conditions ...

• (Pages 04)

Banque

Josephine Anan-Ankomah nommée Dg/Ecobank Kenya

Ecobank Transnational Incorporated (ETI) annonce, lundi 20 février 2023, la nomination de la ghanéenne, Josephine ...

• (Page 06)

Togo

Séance de travail entre le Premier ministre et une mission du FMI

Le Togo, qui a connu des attaques terroristes successives, ces derniers temps, travaille ...

• (Page 11)

Career Academy Institute
l'Image de l'Expertise

Accredited Financial Analyst® (AFA)

www.career-academyinstitute.com
+228 93277876 / 92123162 / 99265828

Etre un professionnel qualifié de la finance à l'international !

Contenu numérique

Canal+ lance la Digital Factory en Afrique

Présent dans plus de 20 pays sur le continent africain, le Groupe Canal+ annonce la création de sa Digital Factory, la première du genre en Afrique.

L'objectif de la Digital Factory est de créer et de sélectionner des contenus numériques pour l'application CANAL+ afin de la positionner comme la première application africaine de contenus. En plus de la création de contenus originaux, la Digital Factory propose un service de rediffusion des chaînes locales africaines pour les aider à numériser leurs programmes et à les rendre accessibles à tous les abonnés de l'application CANAL+. Le service de Canal+ aura aussi comme mission d'améliorer la qualité des contenus numériques disponibles sur le nouveau Décodeur Connecté de Canal+. Le décodeur est actuellement disponible en Côte d'Ivoire et au Gabon et sera lancé dans d'autres territoires africains d'ici fin 2023. L'ambition est de transformer l'expérience télévisuelle, en proposant no-



tamment un catalogue riche de plus de 35 000 contenus en replay. Enfin, la Digital Factory aura pour objectif de renforcer l'animation des réseaux sociaux du groupe pour développer une relation plus proche avec son audience africaine en ligne. Les réseaux sociaux actuels du groupe comptent près de 25 millions d'abonnés en Afrique. La Digital Factory est un laboratoire de créativité numérique africaine basé à Dakar. L'équipe est com-

posée de graphistes, de créateurs et de community managers issus de différents pays d'Afrique, et est au service de toutes les filiales de Canal+. Le Groupe CANAL+, qui produit 40 chaînes dédiées au continent, a pour objectif de renforcer sa stratégie de création et de valorisation des contenus africains, tout en s'adaptant aux nouveaux usages afin de devenir la plateforme numérique incontournable en Afrique.

Umoa-titres

Le Togo cherche 35 milliards FCFA

Le Togo, après avoir mobilisé 80 milliards FCFA sur le marché financier régional cette année, lance une nouvelle émission simultanée d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT) et de Bons assimilables du trésor (BAT), pour lever 35 milliards FCFA.

Pour le compte de cette nouvelle sortie, la 4^e de l'année, les obligations sont d'un nominal de 10 000 FCFA. Elles sont émises sur les maturités 3 et 5 ans avec respectivement 5,5 et 5,7% de taux d'intérêt. S'agissant des BAT, ils sont assortis d'un nominal de 1 million FCFA et d'un taux d'intérêt multiple sur une maturité de 364 jours. En rappel, le Trésor public togolais prévoit de lever 574 milliards FCFA auprès des



investisseurs de la sous-région ouest-africaine pour financer le budget national qui s'équilibre en recettes et

en dépenses à 1957 milliards FCFA.

Avec Togo First

Image du jour



Augustin Favereau, ambassadeur de la France au Togo, assiste à une mobilisation remarquable des femmes de la ville Kpalimé avec le maire Winny Dogbatse, au bénéfice de la croissance et du tourisme durables.

AUX DECIDEURS...

L'agroalimentaire, moteur de développement économique

Le secteur agricole de l'Afrique représente environ 35 % du produit intérieur brut du continent et fait vivre plus de 50 % de la population du continent. Ces parts sont plus que doubles de celles de la moyenne mondiale et bien supérieures à celles de toute autre région émergente.

En Afrique, elle est restée inchangée pendant des décennies, selon les données de la Banque mondiale. Dans le même temps, le secteur agricole africain est le moins développé au monde, avec les niveaux les plus bas de productivité de la main-d'œuvre et des terres. La valeur ajoutée par travailleur dans l'agriculture représente environ un quart de la moyenne mondiale et moins d'un cinquième de celle de la Chine.

L'utilisation moyenne des machines agricoles en Afrique est la plus faible au monde et n'a augmenté que très légèrement depuis les années 1960. Le développement du secteur agroalimentaire recèle un potentiel énorme pour favoriser le développement économique de l'Afrique. Pour que cela se produise, la productivité de l'agro-industrie africaine doit augmenter.

Les recherches sur les perspectives économiques de l'Afrique ont amené Nachum lilas, professeur invité à Strathmore Business School ; Professeur de commerce international, City University New York, City University of New York, à penser que l'agro-industrie offre aux pays africains la voie la plus prometteuse pour le développement et une réorientation vers des activités à plus forte valeur ajoutée. C'est le premier pas vers le développement économique.

Il y a cinq raisons pour lesquelles l'agro-industrie devrait être le moteur du développement économique de l'Afrique. Pourquoi l'agriculture devrait être au centre des préoccupations.

Premièrement, l'Afrique a des terres abondantes. L'agro-industrie pourrait être sa principale source d'avantage comparatif. La superficie des terres africaines est plus grande que celle de la Chine, de l'Inde, des États-Unis et de la majeure partie de l'Europe réunies. Plus de la moitié sont des terres arables, propices à la culture. Le temps dans différentes parties de l'Afrique offre des conditions parfaites pour la croissance de diverses cultures.

Deuxièmement, l'agriculture a un énorme potentiel de valeur ajoutée et l'Afrique a des avantages comparatifs dans ce secteur. En outre, la plupart des pays africains exportent des produits de base et des matières premières et importent des produits finis. Le Ghana, par exemple, exporte du cacao et importe du chocolat à haute valeur ajoutée ; Le Kenya exporte des feuilles de thé et importe du thé de marque coûteux. Le Nigeria et l'Angola possèdent certaines des ressources pétrolières les plus importantes au monde, mais manquent de capacité de raffinage et dépendent des importations pour leur consommation d'énergie.

La dépendance de l'Afrique vis-à-vis des importations pour sa consommation est la plus élevée au monde en pourcentage de son PIB. Le développement de l'agro-industrie est fondamental pour la capacité de l'Afrique à assurer la sécurité alimentaire.

Troisièmement, l'agro-industrie est attrayante car il existe des marchés prêts pour sa production. L'Afrique possède de vastes marchés locaux pour l'alimentation. Les producteurs agro-industriels peuvent vendre une grande partie de leur production sur les marchés locaux. Cela permet aux exploitations agricoles locales de se développer et de se perfectionner dans un environnement moins concurrentiel avant de s'étendre à l'international. L'intégration régionale via l'Accord de libre-échange continental africain augmente considérablement ces opportunités.

Quatrièmement, les pays africains doivent développer leur secteur agricole également parce qu'il est peu probable qu'ils suivent les voies de développement traditionnelles. De nombreux autres marchés émergents se sont développés grâce à l'industrialisation et à la fabrication axée sur l'exportation. La croissance tirée par le secteur manufacturier a besoin d'infrastructures ; L'infrastructure de l'Afrique est médiocre. Ce modèle de croissance est également menacé par l'automatisation et la robotique qui remplacent le travail, et par le protectionnisme croissant sur les grands marchés mondiaux.

Une autre raison d'accorder plus d'attention à l'agro-industrie africaine est qu'elle est à la pointe des défis environnementaux et du réchauffement climatique. Des changements drastiques dans les précipitations et les conditions météorologiques changent ce qui peut pousser où et augmentent l'importance de l'efficacité de l'utilisation des terres. Il est important de comprendre les conséquences de ces changements afin de pouvoir les gérer efficacement.

L'agro-industrie africaine doit se développer pour que le continent se développe économiquement. Ses forces et ses faiblesses font de l'agro-industrie le secteur le plus important pour stimuler son développement économique global. Les décideurs politiques, les éducateurs et les chercheurs devraient en prendre note. Bien fait, les gains économiques du développement de l'agro-industrie africaine seront énormes.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Régulation des Communications Électroniques & Postes

Partage d'expérience entre le Togo et les Iles Comores

Une délégation de l'Autorité Nationale de Régulation des Technologies de l'Information et des Communications (ANRTIC) des Iles Comores conduite par son Directeur général, Saïd Mouini AHAMADA, a effectué, du 4 au 11 février 2023, une visite de travail auprès de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) du Togo. Occasion pour les deux régulateurs de sceller un protocole d'accord de partenariat sur le renforcement des capacités et la coopération.

• Joël YANCLO

L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP) du Togo s'est, depuis plus de deux ans, engagée dans une nouvelle approche de régulation basée sur la « régulation par la donnée ». Cette approche innovante, tout en renforçant la légitimité et la crédibilité de l'ARCEP auprès des opérateurs de communications électroniques et des consommateurs, a permis d'atteindre rapidement des résultats probants en matière de régulation au Togo. C'est dans le but de partager l'expérience du Togo qu'une délégation de l'Autorité Nationale de Régulation des Technologies de l'Information et des Communications (ANRTIC) des Iles Comores conduite par son Directeur Général Monsieur Saïd Mouini AHAMADA a effectué, du 4 au 11

février 2023, une visite de travail auprès de l'ARCEP. Pour la délégation du régulateur des Iles Comores, cette visite de travail lui a permis d'apporter des réponses efficaces à de nombreux défis. L'ARCEP lui a notamment présenté l'approche méthodologique pour l'élaboration du plan stratégique et opérationnel ainsi que la conception et la mise en œuvre de la « régulation par la donnée ». Un accent particulier a aussi été mis sur les enjeux de la régulation économique, la nécessité de mettre l'intérêt et la défense des droits des consommateurs au cœur des actions du régulateur, de même que l'impérieuse nécessité de la digitalisation avec la mise en place de plateformes digitales et solutions technologiques performantes. La délégation du régulateur des Iles Comores a visité le centre de supervision temps-réel de la qua-



lité de service de l'ARCEP ainsi que l'observatoire des marchés de communications électroniques qu'elle a mis en place. Les chaînes de mesures « drive test » de qualité de service ont aussi été présentées ainsi que la solution « crowdsourcing » basée sur les mesures de qualité d'expérience client. Par ailleurs, la délégation de l'ANRTIC

a pu assister en immersion totale à la présentation aux opérateurs mobiles des résultats de la troisième campagne nationale de mesures de la qualité de service en présence des associations de consommateurs et à une audition publique dans le cadre d'une procédure de règlement de différend. Pour finir, la visite de travail a été soldée par la

signature d'un protocole d'accord de partenariat entre l'ARCEP du Togo et l'ANRTIC des Iles Comores en vue d'accroître la coopération gagnant-gagnant entre les deux institutions. La visite de l'ANRTIC au Togo, fait suite à une recommandation émise en décembre dernier par le réseau des régulateurs francophones, FRATEL

pendant sa dernière réunion tenue à Maurice. Reconnue comme modèle dans la mise en place d'outils de suivi et de contrôle des opérateurs, à cette occasion, l'ARCEP a inspiré l'ANRTIC qui a dépêché une mission pour échanger et tisser des partenariats avec le régulateur togolais. Ce fut donc une rencontre enrichissante que l'ANRTIC compte bien capitaliser pour donner une nouvelle dynamique à son rôle de régulateur national aux Iles Comores. Le protocole d'accord signé entre les deux parties sur une durée de deux ans cible entre autres le partage d'expérience sur les meilleures pratiques de régulation et de protection des consommateurs, la concertation et la coordination des positions relatifs aux communications électroniques.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Place des femmes dans la logistique et le transport

WiLAT Togo porté sur les fonds baptismaux

Le ministre de l'économie maritime, de la pêche et de la protection côtière, Kokou Edem Tengue, a officiellement installé le vendredi 17 février 2023 la branche togolaise de Women in Logistics and Transport (WILAT Togo).

● Joël YANCLO

WILAT est la branche féminine de Chartered Institute of Logistics and Transport (CILT) qui a pour mission le leadership, l'autonomisation des femmes, la participation, la représentation et le renforcement des capacités des femmes de la Supply Chain, la logistique, le transport et soutenir le développement de leur carrière à travers le mentorat. A en croire le ministre Kokou Edem Tengue, WILAT Togo « est une opportunité qui permette aux femmes d'unir leur force, de renforcer leur compétence par le biais du réseautage, de la formation etc... afin de mieux se faire entendre et se faire une place dans l'industrie du Transport et de la Logistique. » Il ajoute que la mise en place d'une telle association « répond à la volonté du gouvernement à renforcer la gouvernance des



politiques d'égalité en créant les conditions d'un égal accès aux métiers et aux responsabilités professionnelles entre les hommes et les femmes. » Ainsi, le ministre a salué l'initiative en promettant aux membres de l'association l'appui du gouvernement togolais notamment sur le renforcement de la politique inclusive et la parité entre homme femme dans les instances dirigeantes. En dehors du ministre, plusieurs autres personnalités ont intervenu à cette cérémonie dont le directeur Général du Port Autonome de Lomé, le Président

international élu du CILT, Chairman CHIEF TEETE OWUSU-NORTEY, la fondatrice de l'association WILAT Mme HADJA AISHA Ali-Ibrahim, la Vice-Présidente Mondiale WILAT, Mme DOREEN OWUSU FIANKOE. La cérémonie a pris fin entre autres, par un échange entre 03 panélistes sur le thème « OSEZ-BRILLER » : Renforcer les capacités des femmes dans la logistique et le transport, mais aussi une visite du port autonome de Lomé et un dîner de gala.

Programme Compact

Le Togo, « un très bon partenaire » pour le MCC

Mme le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé a échangé le vendredi 17 février 2022 à la Primature avec une délégation du Millennium Challenge Corporation (MCC), conduite par son Directeur général adjoint, Mahmoud Bah. Les échanges entre les deux parties ont porté sur l'identification des priorités du gouvernement pour le développement du programme Compact dont le Togo est éligible. Selon M. Bah, le Togo est considéré comme « un très bon partenaire ».

Au terme des échanges, Mahmoud Bah a déclaré qu'il est venu au Togo pour conclure une mission de travail sur la sélection des secteurs qui seront ciblés pour le développement du Compact dont le pays est éligible depuis décembre 2022. « Durant nos échanges, nous avons restitué l'analyse des contraintes qui a été faite par nos équipes. Avec le Premier ministre et les membres du gouvernement, nous avons eu des échanges sur comment

s'assurer de la sélection d'une ou deux contraintes sur lesquelles nous allons travailler. Et c'est le but primaire de cette mission et donc nous attendons un retour du gouvernement pour nous focaliser sur le secteur clé qui va engendrer une croissance que nous espérons soutenable et à long terme du pays », a expliqué le DG adjoint du MCC. Pour Mahmoud Bah, « une chose qui est ressortie, c'est la convergence de la vision. La suite du processus, c'est de trouver les causes

de ces contraintes et c'est seulement en identifiant les causes de ces contraintes que nous pourrions apporter des solutions qui vont porter fruit. La discussion avec le Premier ministre, c'était très clair qu'il fallait prendre une décision très rapidement mais se focaliser sur la suite des analyses, s'assurer que le projet que nous avons développé est en harmonie avec les contraintes que nous avons identifiées ».

atlanticinfos

Grand Lomé

L'INSEED enquête sur les conditions de vie des ménages

L'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) démarre une enquête sur les conditions de vie des ménages dans le Grand Lomé. L'activité, qui s'étend jusqu'au 29 avril 2023, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des activités du financement additionnel du projet des Filets sociaux de Base (FSB), porté par l'Anadeb.

● Nicole ESSO

45 quartiers pauvres, répartis dans les préfectures d'Agoè-Nyivé et du Golfe, sont ciblés pour la réalisation de cette enquête. Le sondage permettra notamment d'obtenir des données sociodémographiques, et de renseigner sur plusieurs notions comme les niveaux d'éducation, la santé, les consommations alimentaires, les caractéristiques des logements, les biens durables, ou encore l'accès aux services sociaux des ménages. « Tous les ménages des 45 quartiers ciblés présentant des caractéristiques de vulnérabilité en lien avec ces critères sont invités à se faire enregistrer », ont appelé dans un communiqué conjoint, les ministres de l'administration territoriale et du développement à la base. Pour l'heure, 10 quartiers-pilotes bénéficiaires, dont la liste est consultable dans le Quotidien national Togo Presse, les communes et auprès des chefs de quartier, sont rete-



nus. Pour rappel, le projet des Filets sociaux de base a été lancé en 2018 par le gouvernement pour assurer aux communautés défavorisées, un meilleur accès aux infrastructures socioéconomiques de base et aux mécanismes de sécurité sociale. En quatre ans de mise en œuvre, des résultats satisfaisants ont été obtenus, ouvrant la voie à un financement additionnel de la Banque mondiale. Le programme a ainsi déjà bénéficié à 195 871 personnes, au lieu de 130 000 initialement prévus, note l'institution de Bretton Woods. Parmi eux, 43 000 personnes dans 155 communautés ont bénéficié

d'un meilleur accès à l'eau et 6475 élèves étudient désormais dans des écoles réhabilitées ou nouvellement construites. L'accès aux filets de sécurité (transferts monétaires et alimentation scolaire) a été fourni à 92 345 bénéficiaires, dont 63 436 femmes, alors que les objectifs étaient respectivement de 78 000 et 39 000. La composante des cantines scolaires, à elle seule, permis de toucher 52 173 enfants, dépassant ainsi la prévision de 38 000. L'initiative, qui doit normalement s'achever cette année, a par ailleurs permis de réaliser près de 150 micro-projets au profit de ces populations vulnérables.

Togo

Après sa rénovation, l'Hôtel Kara recrute un directeur

Au Togo, l'Hôtel Kara, le plus grand complexe hôtelier de la région éponyme, classé trois étoiles et récemment rénové en 2022, recrute un directeur.

Le ministère de la culture et du tourisme vient de lancer un appel à candidatures à cet effet, pour le poste de directeur ou directrice de la place hôtelière. Le futur responsable aura notamment pour mission de coordonner et superviser l'ensemble des activités de l'hôtel, garantir sa rentabilité et sa durabilité, tout en assainissant sa gouvernance, ceci en vue d'obtenir une nouvelle étoile. En effet, placé sous la tutelle du ministère en charge du tourisme, l'Hôtel



Kara veut désormais devenir l'un des meilleurs du pays, et attirer davantage de touristes et de visiteurs. Les candidats

intéressés ont jusqu'au 3 avril 2023 pour postuler.

(Togo First)

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banaue mondiale : dernières données disponibles

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE****La Commission**Département des Services Administratifs
et Financiers**Avis d'Appel d'Offres Ouvert
N° 005/2023/AO/COM/UEMOA****Date de Publication de l'avis : lundi 20 février 2023**

1. Le présent appel d'offres a pour objet l'acquisition et l'installation de point d'accès wifi, de contrôleur wifi Aruba, d'outils de sécurisation du système d'information ;
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent Appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour l'acquisition et l'installation de point d'accès wifi, de contrôleur wifi Aruba, d'outils de sécurisation du système d'information.

Le dossier est constitué de deux lots :

- **Lot 1 : Acquisition et installation de point d'accès wifi, de contrôleur wifi Aruba, de licence de gestion unifiée et centralisée ;**
- **Lot 2 : Acquisition d'outils de sécurisation du SI (Walix Bastion et Darktrace).**

3. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les sociétés spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour l'acquisition et l'installation de point d'accès wifi, de contrôleur wifi Aruba, de Walix et Darktrace objet du présent appel d'offres.
4. Le délai de livraison est de cent quatre-vingts (180) jours calendaires par lot.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois ;
- une attestation originale conforme justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non-validité ne conduit pas à l'élimination de l'offre du soumissionnaire. Cependant, ladite pièce doit être produite soixante-douze (72) heures, après l'ouverture des plis.

5. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres au **Secrétariat de la Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières (DACM) de la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou**, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA payable à la **Direction de la Trésorerie et de la Comptabilité**.
6. Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mardi 21 mars 2023 à 09 h 30, heure locale**, accompagnées de garantie de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) FCFA par lot.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

7. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de **10 heures**, en présence des **représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture**.
8. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous :

La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO/01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso) /Département des Services Administratifs et Financiers**Personnes à contacter :**

- **M. Brice SIB-** Tel.: +226 25 31 88 73 à 76 poste 86 40, Email : bsib@uemoa.int
- **M. Tiguène OUEDRAOGO** Tel : +226 25 31 88 73 à 76 ; poste 88 51 Email : TIOUEDRAOGO@uemoa.int

9. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers
et par délégation,
Le Directeur de Cabinet,

Lassana FOFANA

Banque

Josephine Anan-Ankomah nommée Dg/Ecobank Kenya

Ecobank Transnational Incorporated (ETI) annonce, lundi 20 février 2023, la nomination de la ghanéenne, Josephine Anan-Ankomah au poste de directrice régionale, Afrique centrale, orientale et australe (CESA) et directrice générale d'Ecobank Kenya.

● Joël YANCLO

La nomination a reçu l'accord de la Banque centrale du Kenya. Mme Anan-Ankomah quitte ainsi son poste de directrice du groupe Ecobank, Commercial Banking. Elle a servi la Banque au cours des 30 dernières années à divers titres et remplace M. Cheikh Travaly qui a pris sa retraite fin 2022 après avoir atteint l'âge obligatoire de la retraite de 60 ans conformément à la politique du Groupe Ecobank. Josephine Anan-Ankomah, membre de l'Association des comptables agréés, est titulaire d'un MBA en finance et d'un baccalauréat ès arts en économie et sociologie, tous deux de l'Université du Ghana. Elle sera chargée de diriger et de développer les activités de la Banque au Kenya et dans la région élargie de la CESA, qui représente 18 des 33 filiales d'Ecobank et un bureau de représentation. Sa carrière au sein d'Ecobank a débuté chez Ecobank Ghana en 1992 après sa nomination en tant qu'agente du Trésor. Elle a occupé d'autres postes de direction au sein de la banque, tels que directeur général d'Ecobank Gambie, trésorier régional - (Ghana, Libéria, Sierra Leone, Guinée et Gambie), directeur de l'exploitation - (Ecobank Zone monétaire ouest-africaine/Afrique orientale et australe), responsable de la stratégie d'entreprise et du développement commercial (Ecobank Ghana) et responsable du groupe de banque d'investissement (Ecobank Ghana). Josephine possède une vaste expérience dans la gestion de trésorerie, la banque commerciale, la banque d'investissement et possède un sens aigu des affaires qui profitera énormément à la Banque. « Le conseil d'administration



d'Ecobank Kenya félicite Josephine pour sa nomination. Nous sommes convaincus que Josephine est la bonne personne pour ce poste et qu'elle a ce qu'il faut pour propulser la marque Ecobank au Kenya et dans la région CESA vers des sommets encore plus élevés. C'est une leader qui a fait ses preuves en matière d'exécution, de grandes compétences en leadership et une compréhension approfondie de la dynamique des clients, de nos produits et des marchés. » a déclaré le président du conseil d'administration d'Ecobank Kenya, M. Martin Mbogo. Acceptant sa nomination, Mme Ankomah a déclaré : « C'est un honneur d'être directrice générale et directrice du groupe Ecobank Kenya pour la région CESA. J'ai hâte de travailler avec le conseil d'administration, la direction et les collègues d'Ecobank pour développer nos activités au Kenya et tirer parti des vastes opportunités de la région pour concrétiser la vision plus large d'Ecobank consistant à favoriser l'intégration financière et économique. Tout en remerciant M. Travaly pour son immense contribution et son dévouement au Groupe pendant plus de 21 ans de service, le PDG

sortant du groupe Ecobank, Ade Ayeyemi, a déclaré que l'ancien directeur général d'Ecobank Kenya avait joué un rôle déterminant dans le redressement des activités kenyanes et régionales, en particulier après le Covid-19 et un ralentissement économique prolongé. M. Ayeyemi a déclaré que « la performance d'Ecobank dans la région CESA témoigne des capacités de redressement de Cheick. Suite aux efforts de restructuration de Cheick, le retour sur fonds propres (ROE) de CESA est passé d'un minimum de 2,3 % en 2016 à 22,3 % en 2021. Sous sa direction, la rentabilité d'Ecobank Kenya est passée de 127 millions de KES en 2019 à 677 millions de KES en 2021. Josephine capitaliser sur cette performance pour élever Ecobank à une position de leader dans la région. Pour sa part, M. Travaly a déclaré : « Cela a été un privilège de servir Ecobank pendant plus de 21 ans et de ramener l'équipe kenyanne et l'activité régionale à des performances stables. Je souhaite beaucoup de succès à Josephine alors qu'elle assume la direction d'Ecobank Kenya et de la région CESA.

Afrique

L'Algérie annonce un milliard de dollars pour financer des projets de développement

L'enveloppe sera mise à la disposition de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement. Elle servira à financer des projets dans les pays africains pour promouvoir l'intégration économique et à accélérer le développement.

Le président algérien, Abdelmadjid Tebboune (photo), a annoncé dimanche 19 février avoir décidé d'allouer une enveloppe d'un milliard de dollars au financement de projets de développement en Afrique. L'information émane d'une allocution lue

au nom du chef d'Etat au cours du 36e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) par le Premier ministre algérien, Aïmene Benabderrahmane. « J'ai décidé d'injecter un montant d'un milliard de dollars US au profit de l'Agence algérienne de coopération inter-

nationale pour la solidarité et le développement pour le financement de projets de développement dans les pays africains, notamment les projets d'intégration ou ceux à même de contribuer à accélérer le développement en Afrique », a déclaré M. Tebboune.

Avec Agence Ecofin

Afrique de l'Ouest

Onix Data Centres lance son deuxième centre de données à Dakar

Onix Data Centres ambitionne de mettre en place une plateforme panafricaine de centres de données pour répondre à la demande croissante en services numériques sur le continent en commençant par l'Afrique de l'Ouest. La société dispose déjà d'une installation de 20 MW au Ghana.

L'opérateur de centre de données Onix Data Centres Ltd a annoncé le jeudi 16 février le lancement d'un centre de données neutres vis-à-vis des opérateurs à Dakar, au Sénégal. La construction de cette infrastructure de niveau 3 a coûté plus de 4 milliards de francs CFA (environ 6,5 millions USD). Elle est installée à proximité de la station d'atterrissage du câble sous-marin de fibre optique 2Africa. La nouvelle infrastructure devrait apporter des avantages significatifs non seulement aux entreprises locales, mais aussi aux gouvernements et aux institutions publiques d'Afrique de l'Ouest, indique Pape Gueye, codirecteur général du groupe « La Colombe », partenaire d'Onix au Sénégal. « En fournissant un accès sécurisé et fiable aux services de données, le centre de données peut soutenir les efforts de numérisation de ces organisations, les aidant à améliorer leurs services et à mieux servir leurs communautés ». La construction d'un centre de données au Sénégal cadre avec la mission d'Onix de fournir des services de colocation neutres et de connec-



tivité de qualité supérieure en Afrique de l'Ouest alors que la demande en services numériques continue de croître dans la région. A cet effet, la société veut établir une plateforme panafricaine de centre de données. Elle dispose déjà d'un centre de données Tier 4 à Accra, au Ghana. Ce nouveau centre de données a été construit dans un contexte marqué par la recrudescence des investissements sur le marché africain des centres de données, en pleine croissance. Cette croissance est soutenue par l'accélération de la transformation numérique, ainsi les besoins croissants des entreprises et des organisations en services numériques et de cloud. De plus, la demande en connectivité à haut débit continue de croître sur le continent. Il est important

de noter que l'Afrique est insuffisamment desservie en matière de capacité de centre de données. Selon le rapport « Data Centres in Africa » réalisé par Oxford Business Group en partenariat avec Africa Data Centres Association (ADCA), le continent entier a besoin de 1 000 MW de capacité informatique et de 700 installations pour répondre à la demande et se hisser au niveau de l'Afrique du Sud, leader du marché. Le rapport ajoute que les efforts pour combler le déficit permettront d'accélérer la croissance du marché africain des centres de données. Les revenus devraient atteindre 3 milliards de dollars d'ici 2025, soit un taux de croissance annuel composé de 12 % par rapport à 2019.

Avec Agence Ecofin

Vérification d'identité

Smile Identity lève 20 millions de dollars pour son expansion panafricaine

Smile Identity, la plateforme africaine d'intégration et de vérification d'identité KYC, a annoncé la réussite de son cycle de financement de série B, levant 20 millions de dollars.

● Wilson LAWSON

Dirigé par Costanoa et Norrskén22, avec la participation de Commerce Ventures, Courtside Ventures, Two Culture Capital, Valuestream Ventures, Intercept Ventures, Latitude, Future Africa et 500 Fintech. Lexi Novitske de Norrskén22 rejoindra également le conseil d'administration de Smile Identity dans le cadre de la série B. Cela porte le financement total de Smile Identity à 31 millions de dollars, dont 7 millions de dollars collectés lors de leur cycle de financement de série A en 2021. Smile Identity utilisera le financement de son cycle de série B pour élargir son équipe de produits et d'ingénierie, accélérant le développement et la spécialisation de ses solutions de biométrie, de vérification de documents, de lutte contre la fraude et de conformité alimentées par l'IA et adap-

tées aux marchés africains. La société développe ses équipes existantes en Afrique orientale, occidentale et australe et complète sa portée panafricaine avec des plans pour pénétrer les marchés francophones et arabophones grâce à des ventes et un support localisé. En outre, la société continuera de travailler en étroite collaboration avec les régulateurs et les autorités d'identification pour intégrer des normes de consentement des consommateurs dans les logiciels, appliquer les lois africaines sur la protection des données et partager des données sur les tendances en matière de fraude et d'inclusion financière. "Nous pensons que la majorité des gens sont honnêtes", a déclaré Mark Straub, PDG et co-fondateur de Smile Identity, "le défi à l'ère numérique est de le prouver, quelle que soit la manière dont un utilisateur s'intègre - que ce soit via des agents, des applications, des

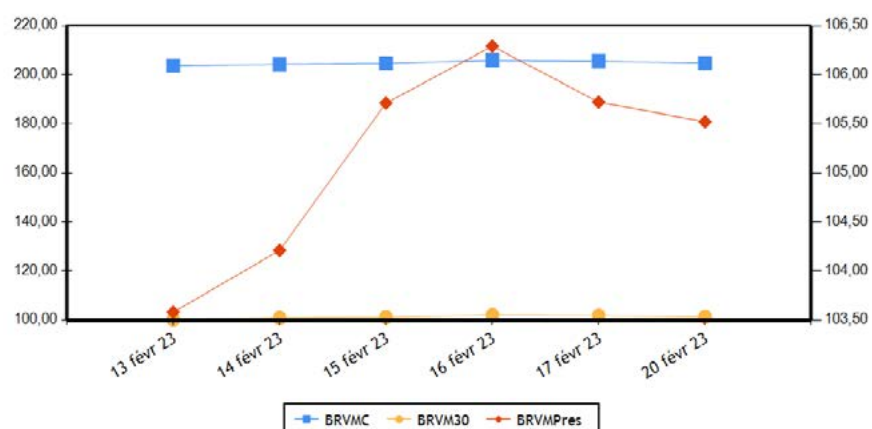
tablettes, le web, les blockchains ou les formulaires papier." "Nous sommes ravis d'avoir le soutien de nos partenaires et investisseurs alors que nous résolvons ce problème à travers les identifiants, les appareils et les régimes de conformité pour garantir que les Africains sont parmi les consommateurs les plus fiables au monde." Depuis leur cycle de financement de série A, Smile Identity a effectué 50 millions de vérifications KYC pour des centaines de partenaires à travers le continent africain, les aidant à faire évoluer leurs activités en atténuant la fraude et en intégrant de nouveaux clients de manière transparente. La société offre une couverture mondiale avec son produit de vérification de documents et a ajouté une solution de vérification commerciale ou "Know-Your-Business" (KYB) à ses offres.

BRVM COMPOSITE	204,72
Variation Jour	-0,37 %
Variation annuelle	0,74 %

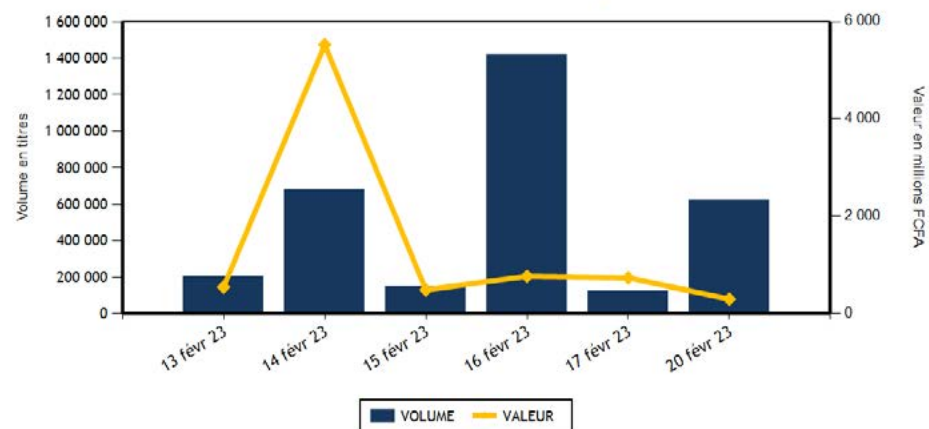
BRVM 30	101,35
Variation Jour	-0,46 %
Variation annuelle	1,35 %

BRVM PRESTIGE	105,52
Variation Jour	-0,19 %
Variation annuelle	5,52 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 616 118 629 340	-0,37 %
Volume échangé (Actions & Droits)	625 807	408,26 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	300 022 590	-57,83 %
Nombre de titres transigés	40	-6,98 %
Nombre de titres en hausse	9	-30,77 %
Nombre de titres en baisse	17	41,67 %
Nombre de titres inchangés	14	-22,22 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	9 739 643 526 747	-0,11 %
Volume échangé	71	-97,19 %
Valeur transigée (FCFA)	712 500	-97,17 %
Nombre de titres transigés	3	-57,14 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	3	-40,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	965	7,22 %	9,66 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 300	5,69 %	0,39 %
BOLLORE (SDSC)	1 345	3,46 %	-3,58 %
SMB CI (SMBC)	7 500	3,45 %	10,29 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	13 550	0,74 %	16,76 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 775	-7,50 %	-29,30 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	650	-7,14 %	-4,41 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 260	-6,32 %	-10,00 %
ONATEL BF (ONTBF)	3 300	-4,76 %	3,13 %
SODE CI (SDCC)	5 200	-2,80 %	-4,85 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	105,52	-0,19 %	5,52 %	570 968	154 627 815	6,19
BRVM-PRINCIPAL	36	98,36	-0,72 %	-1,64 %	54 839	145 394 775	9,77

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	97,94	-0,20 %	-6,03 %	28 174	40 999 875	25,58
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	492,39	-0,11 %	0,65 %	12 643	95 614 005	9,04
BRVM - FINANCES	15	76,68	-1,03 %	1,55 %	573 151	112 434 545	7,03
BRVM - TRANSPORT	2	329,77	3,37 %	-3,49 %	1 459	1 903 170	5,25
BRVM - AGRICULTURE	5	294,53	0,00 %	3,87 %	3 366	33 468 650	5,59
BRVM - DISTRIBUTION	7	370,91	0,09 %	3,45 %	7 012	15 600 060	25,73
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 462,15	0,00 %	24,74 %	2	2 285	14,23

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	8,21
Taux de rendement moyen du marché	7,50
Taux de rentabilité moyen du marché	7,53
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	117
Volume moyen annuel par séance	443 856,00
Valeur moyenne annuelle par séance	1 185 165 846,05

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	33,34
Ratio moyen de satisfaction	33,57
Ratio moyen de tendance	100,67
Ratio moyen de couverture	99,34
Taux de rotation moyen du marché	0,06
Prime de risque du marché	6,28
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



Union européenne

TikTok et Twitter parmi les réseaux promus à des règles plus strictes

Pour mieux lutter contre les discours haineux et la désinformation, les plateformes qui «déclarent» plus de 45 millions d'utilisateurs auront des comptes à rendre à Bruxelles.

TikTok, Twitter, Facebook ou encore Amazon sont parmi les plateformes en ligne à avoir indiqué compter plus de 45 millions d'utilisateurs dans l'Union européenne, un seuil qui les soumettra à des règles européennes plus strictes. L'UE avait donné aux acteurs du net jusqu'à vendredi pour transmettre leur nombre d'utilisateurs actifs par mois, dans le cadre du règlement sur les services numériques. Cette nouvelle législation est destinée à mieux lutter contre la désinformation et les discours haineux, et oblige les grandes plateformes à rendre des comptes sur leurs algorithmes, qui déterminent ce que voient les utilisateurs. Dès l'été prochain, elle contraindra notamment les plus grands acteurs à se faire auditer à leurs frais par des organismes indépendants.

Forte amende ou interdiction d'opérer

Les «très grandes» plateformes en ligne, auxquelles s'appliquent les obligations



plus contraignantes, sont celles qui comptent plus de 45 millions d'utilisateurs actifs dans l'UE. La Commission européenne pourra leur infliger des amendes allant jusqu'à 6% de leur chiffre d'affaires mondial, voire une interdiction d'opérer dans l'UE, en cas d'infractions graves répétées. La plupart sont des géants américains: Google Search (332 millions d'utilisateurs), YouTube (401,7 millions), Facebook (255 millions), Instagram (250 millions), Twitter (100,9 millions), Bing (107 millions). Et le géant chinois TikTok a révélé, vendredi, avoir 125 millions d'utilisateurs dans l'UE. Certaines

plateformes, comme Amazon, Pinterest ou Apple Store, se sont contentées d'indiquer qu'elles étaient au-dessus du seuil les qualifiant de «très grandes plateformes», sans préciser leur nombre exact d'utilisateurs. À l'inverse, Spotify, OnlyFans et Tinder ont assuré être en dessous. «Certaines plateformes se contentent de dire qu'elles sont en dessous du seuil. Ce n'est pas suffisant. Un chiffre est un chiffre», a réagi un porte-parole de la Commission européenne, Johannes Bahrke. «Nous appelons les plateformes qui ne l'ont pas encore fait à publier leurs chiffres rapidement.»

(AFP)

Streaming

Clap de fin pour Salto, le «Netflix à la française»

La plateforme avait annoncé lundi sur sa page d'accueil qu'elle ne prenait plus de nouveaux abonnés. Son arrêt a été officialisé mercredi par France Télévisions, M6 et TF1.

Après des semaines d'agonie, la plateforme Salto, censée un temps être un «Netflix à la française», a vu son arrêt officialisé mercredi par les groupes France Télévisions, M6 et TF1, qui la détenaient à parts égales.



Lancée en octobre 2020

«Les groupes France Télévisions, M6 et TF1 annoncent leur décision d'arrêter la plateforme Salto», ont-ils indiqué dans un communiqué. Le mandataire judiciaire chargé de sa liquidation précisera «à bref délai le calendrier d'arrêt de la plateforme et des abonnements». Lancée en octobre 2020, la plateforme avait annoncé lundi sur sa page d'accueil qu'elle ne prenait plus de nouveaux abonnés, signe annonciateur de sa disparition imminente. «Une communication spécifique sera envoyée très prochainement aux abonnés de Salto pour les informer des conséquences sur leur abonnement en cours», ont poursuivi le groupe public et les deux groupes privés. Selon eux, Salto «rassemble

à ce jour près d'un million d'abonnés». Cet arrêt n'est pas une surprise: l'avenir de la plateforme était compromis depuis des mois et l'échec fin septembre de la fusion entre TF1 et M6, auxquels France Télévisions devait revendre sa part pour boucler son budget. «Ce projet arrêté, les actionnaires de Salto ont jugé que les conditions n'étaient pas réunies pour la poursuite de Salto dans son actionnariat actuel», ont souligné France Télévisions, M6 et TF1.

Licenciement économique

Ils pointent «la gouvernance complexe et contrainte de cette alliance et (le) refus de la plupart des opérateurs fournisseurs d'accès à Internet de distribuer la plateforme à l'instar des plateformes américaines». «Par

ailleurs, les marques d'intérêt reçues de plusieurs acteurs pour la reprise de Salto n'ont pu aboutir à une concrétisation», assurent-ils. «Les groupes France Télévisions, M6 et TF1 se sont engagés à faire leurs meilleurs efforts pour offrir de nouvelles opportunités aux collaborateurs de Salto» après leur licenciement économique collectif, poursuivent-ils. Salto employait mi-janvier 42 personnes en CDI et 8 en CDD. L'abonnement coûtait 7,99 euros par mois (ou 5,80 euros mensuels pour un abonnement pris sur un an). En publiant leurs résultats annuels lundi et mardi, M6 et TF1 avaient indiqué que Salto leur avait coûté en 2022 quelque 46 millions d'euros chacun (en incluant les provisions de charges de liquidation).

(AFP)

Tendance

Le streaming et les plateformes vidéos vont dépasser la télévision aux USA

Le temps quotidien moyen passé par les adultes américains à visionner des vidéos numériques va atteindre les 3 heures et 11 minutes en 2023.

Pour la première fois, en 2023, les adultes américains vont passer plus de temps à regarder des vidéos numériques que la télévision dite «traditionnelle», notamment grâce aux plateformes comme YouTube, Netflix et TikTok, d'après une étude publiée mercredi, par Insider Intelligence.

«De plus en plus de temps»

«Les gens passent de plus en plus de temps à regarder de la vidéo sur leurs petits et grands écrans, qu'il s'agisse d'un film sur un téléviseur connecté ou d'un clip largement relayé sur les applications mobiles», a résumé Paul Verna, analyste de ce cabinet américain. Le temps quotidien moyen passé par les adultes américains à visionner des vidéos numériques va atteindre les 3 heures et 11 minutes en 2023, alors qu'il va diminuer à moins de 3 heures pour la



télévision (par câble, satellite, DVD, etc), selon les projections de l'étude. Et celle-ci ne porte que sur les adultes: la tendance va s'accroître, étant donné le goût prononcé des adolescents pour les vidéos en ligne. Les services de streaming, qui diffusent de plus en plus de compétitions sportives, sont les principaux responsables de cette transition.

La vague TikTok

YouTube (Google) et Netflix arrivent en tête, captant chacun 33 minutes de l'attention des adultes américains en moyenne chaque jour, suivis par Hulu (24 minutes), Amazon (11 minutes) et Disney+

(8 minutes). L'application TikTok, dont l'usage a explosé pendant la pandémie au-delà de son public initial (les adolescents), grignote des parts de marché aussi bien à la télévision qu'aux services de streaming et aux autres réseaux sociaux. «Si l'on ne prend en compte que les adultes utilisateurs de réseaux sociaux et de YouTube, TikTok les a déjà tous dépassés en termes de temps passé sur chaque plateforme», indique l'étude. En tout, le temps moyen consacré aux vidéos sur les réseaux par les adultes américains va grimper à plus de 45 minutes par jour cette année (+9,3%).

(AFP)

Vietnam

Un sous-traitant de Nike et Adidas va licencier 6000 personnes

Pouyuen Vietnam licenciera, à fin février, 3000 personnes, et les contrats de 3000 autres ne seront pas renouvelés. La raison? Les clients occidentaux achètent moins de chaussures de sport.

L'un des plus gros fabricants de chaussures du Vietnam, qui produit notamment pour Nike et Adidas, va licencier 6000 ouvriers en raison de commandes en berne, ont indiqué les autorités locales. Près de 3000 employés de Pouyuen Vietnam, détenu par le Taïwanais Pou Chen, vont perdre leur travail à la fin du mois de février et 3000 autres ne verront pas leur contrat renouvelé, selon un document de la Direction du travail de la ville d'Hô Chi Minh-Ville. Les autorités ont évoqué «un carnet de commandes très faible en 2023». Le Vietnam, l'un des plus grands exportateurs mondiaux de textiles, chaussures et meubles, subit la crise du coût de la vie affectant ses clients occidentaux, qui consomment moins qu'avant. Pouyuen est le plus grand employeur de la capitale économique du sud du pays, avec près de 50'000



employés. L'annonce, qui a été partagée avec le syndicat représentant la main-d'œuvre, «doit être faite aux travailleurs concernés le 25 février», a précisé le document. Les ouvriers continueront à être payés jusqu'à ce qu'ils reçoivent des allocations chômage, selon les autorités.

Plus de 630'000 personnes touchées en 2022

Ces licenciements interviennent après que Pouyuen a contraint, en fin d'année

dernière, 20'000 ouvriers à des congés forcés, par rotation, pour se partager le peu de travail à faire. Plus de 630'000 personnes ont perdu leur emploi ou vu leurs heures de travail réduites en 2022, selon le Ministère vietnamien du travail. Au dernier trimestre 2022, les commandes en provenance des États-Unis ont chuté de 30 à 40%, et de 60% pour l'Europe, par rapport à l'année précédente, selon la Confédération vietnamienne du travail.

(AFP)



INVESTIR EN ZONE UEMOA

EMETTEUR	GUINEE-BISSAU	MALI	TOGO
Date	21/02/2023	22/02/2023	24/02/2023
Instrument	BAT 91J - OAT 7A	OAT 3A - OAT 5A	BAT 364J - OAT 3A - OAT 5A
Montant (en Mds de FCFA)	12,5	35	35
Taux d'intérêt	multiples - 6,30%	5,90% - 6,20%	multiples - 5,50% - 5,70%

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur : www.umoatitres.org

HOROSCOPE finance

Bélier Après les dissonances astrales qui ont dernièrement déséquilibré vos finances, le Ciel se dégagera et vous permettra d'y voir plus clair. Vous devriez en profiter pour vous remettre à flot. Vous ne ferez pas encore d'économies, mais vous sortirez du rouge, ce qui est déjà bien. Tout en tirant les leçons d'une gestion passée qui vous a conduit près de la catastrophe, vous aurez à cœur de solder vos dettes, mais il est inutile de tomber dans l'excès inverse en vous privant de tout.

Taureau Cette journée sera à marquer d'une pierre blanche. De nombreuses planètes créeront les conditions idéales pour vous aider à gagner aux jeux de hasard. Si vous ne franchissez pas les portes de votre buraliste pour faire valider quelques tickets de loterie, vous risquez de laisser passer une belle chance. Et ce sera tant pis pour vous !

Gémeaux Attention ! L'insouciance en matière pécuniaire risque de vous coûter fort cher. Agissez en sorte que chaque dépense, si petite soit-elle, doive avoir sa pleine justification. Si vos dossiers ne sont pas bien à jour, vous pourriez oublier de régler certaines factures ou traites, et vous vous retrouveriez dans de sales draps ! Vous ne pourrez pas compter sur les astres pour vous tirer de l'embarras.

Cancer Il est évident que certaines transactions financières demandent beaucoup de patience et une longue préparation. Si vous allez trop vite en besogne, vous risquez d'avoir de mauvaises surprises. Cela dit, vous n'aurez pas de problèmes pécuniaires à avoir cette fois.

Lion Saturne en cet aspect vous donnera un sens de l'opportunité quasiment infaillible. Vous saurez donc saisir certaines affaires alléchantes et tirer la couverture à vous sans problème. Chance aux jeux accrue ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Vierge Un remarquable courant de chance influera sur vos affaires matérielles. Ce sera le moment de saisir sans hésiter les bonnes occasions qui s'offriront à vous. Vous attirerez aussi des sympathies agissantes, ce qui vous permettra d'accéder tout naturellement à la réalisation de vos objectifs.

Balance Sur le plan financier, des conflits sont possibles en ce qui concerne un investissement au sein d'une association. Organisez-vous pour ne pas avoir à supporter un procès qui risquerait de vous coûter cher en argent et en tranquillité d'esprit.

Scorpion Avec le coup de pouce de la planète Uranus, vous ferez un grand pas aujourd'hui vers la consolidation de votre situation matérielle. Vous ne ménagerez pas votre peine pour améliorer votre pouvoir d'achat, pour gérer avec rigueur vos finances. Vous chercherez aussi à élargir le champ de votre activité professionnelle. Tous vos efforts seront rapidement récompensés. Une petite chance aux jeux de hasard est probable.

Sagittaire Mercure est par nature bénéfique, et comme il ne formera pas de combinaison négative avec les autres planètes, il va vous favoriser sur le plan financier. Une gratification inattendue, une prime quelconque sont donc possibles. Si vous envisagez un achat important ou si vous souhaitez réorganiser vos placements, ce sera le moment de vous lancer. Et si vous avez des dettes, n'hésitez pas à aller négocier avec votre banquier.

Capricorne Rien de bien important à signaler dans le domaine financier. Votre situation sera stable. Un point, toutefois, à souligner : Jupiter va très certainement vous aider à améliorer vos revenus dans les semaines qui viennent.

Verseau Plusieurs planètes bénéfiques feront passer votre situation matérielle au premier plan. Vous pourrez équilibrer votre budget et même accroître votre pouvoir d'achat.

Poissons Avec l'ombre de Saturne qui va peser sur votre signe natal, il ne faudra pas relâcher votre vigilance en matière pécuniaire, ni dépenser vos économies à tort et à travers. Cette restriction faite, vous pourrez tout de même compter sur le soutien de Jupiter, la planète de la chance. Il devrait vous protéger efficacement, voire, dans certains cas, vous faire cadeau d'une bonne surprise, sous la forme d'une prime inattendue, par exemple, ou d'une aide bienvenue de votre famille.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO

Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département des Services Administratifs
et FinanciersAvis d'Appel d'Offres Ouvert
N° 001/2023/AO/COM/UEMOADate de Publication de l'avis : Mercredi 1^{er} février 2023

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la sélection d'un prestataire pour l'exploitation d'une cantine au siège de la Commission et au complexe administratif de Ouaga 2000.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé en vue de la sélection d'un prestataire pour l'exploitation d'une cantine au siège de la Commission et au complexe administratif de Ouaga 2000.
3. Les prestations sont regroupées en un seul lot
4. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les sociétés spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises.
5. Le délai d'exécution du marché est d'une (01) année, renouvelable au maximum deux (02) fois, après execution satisfaisante des prestations.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- une quittance d'achat du dossier d'appel d'offres ;
- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois (03) mois ;
- une attestation originale ou certifiée conforme, justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale ou certifiée conforme de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non validité ne conduit pas à l'élimination de l'offre du soumissionnaire. Cependant, ladite pièce doit être produite soixante-douze (72) heures, après l'ouverture des plis.

6. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessous:

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter:

- **M. Brice SIB** Tél.: +226 25 31 86 40 poste 87 30, Email : bricesib@uemoa.int
- **M. Bienvenu OUATTARA**, Tél.: +226 25 31 86 40 poste 88 22
Email : bouattara@uemoa.int

7. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction du Secrétariat de la Commission, des Archives et Documentation et (DSCAD) De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou**, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA**.
8. Les offres rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le vendredi 03 mars 2023 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de deux cent mille (200 000) FCFA. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables
10. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture
11. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie dudit appel d'offres.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers
et par délégation,
Le Directeur de Cabinet pi,

Lassana FOFANA



Togo

Séance de travail entre le Premier ministre et une mission du FMI

Le Togo, qui a connu des attaques terroristes successives, ces derniers temps, travaille d'arrache-pied pour renforcer et réadapter sa stratégie de lutte contre ce phénomène. Le pays prend au sérieux la menace djihadiste et ne cesse d'engager des actions tant juridiques, sécuritaires, sociales et éducatives surtout dans la Région des Savanes, partie la plus exposée aux menaces sécuritaires. Dans cette dynamique

La cheffe du gouvernement, Mme Victoire Tomégah-Dogbé, a eu, le 17 Février 2023, à son cabinet, à Lomé, une séance de travail avec une mission du Fonds Monétaire International (FMI). Cette mission, conduite par M. Hans Weisfeld, chef mission département africain au FMI, a échangé avec le Premier ministre sur les défis sécuritaires et sociaux à relever dans cette zone. M. Hans Weisfeld a réitéré l'engagement du FMI à soutenir les efforts du Togo contre le terrorisme. Depuis quelques années, la zone sahélo-saharienne est confrontée à de multiples menaces djihadistes qui s'étendent progressivement vers les pays du Golfe de Guinée. Après avoir subi, plusieurs fois de suite des attaques terroristes, le Togo s'est engagé sur le front, à travers diverses initiatives et mesures et mène, avec une grande détermination au plus haut sommet de l'Etat, des efforts pour lutter et prévenir le terrorisme. De l'Etat d'urgence sécuritaire décrété dans la Région des Savanes, en passant par l'opération militaire « Koundalougou », celle de « Koundjoaré », la loi de programmation militaire 2021-2025, la mise en place



de la cellule d'analyse des risques, le Plan d'Urgence pour la Résilience de la Région des Savanes (PURS)..., ces efforts visent à venir à bout du fléau, mais aussi à l'affaiblir significativement, tout en minimisant ses effets pervers et dévastateurs sur le développement du pays. Le pays veut à tout prix gagner le combat du développement sécuritaire et social. C'est pour cela qu'il ne cesse de nouer et de diversifier ses partenariats, en menant des actions qui promeuvent une meilleure coordination et cohérence dans les projets et programmes, en vue de venir à bout des terroristes qui sèment la mort et la désolation au sein des populations. La séance de travail que la cheffe du gouvernement a eue, vendredi, avec la délégation du Fonds Monétaire International, s'inscrit dans ce sens. A l'issue de cette

rencontre à huis clos, le chef mission département africain du Fonds Monétaire International, M. Hans Weisfeld, a dit avoir fait le tour d'horizon de la situation sécuritaire qui prévaut dans la partie septentrionale du Togo. Face à cette préoccupation, il a affirmé avoir discuté avec le Premier ministre des défis auxquels la Région des Savanes fait face. Il s'est agi par-là, d'échanger avec le gouvernement sur des orientations politiques et voir les priorités dans lesquelles le FMI pourrait apporter des réponses appropriées. Ceci, à travers des efforts visant à améliorer les conditions de vie de ces populations vulnérables. Dans ce sens, M. Hans Weisfeld, a réitéré l'engagement du FMI à soutenir le gouvernement dans ses efforts.

Avec Togo Presse

Barça

Ansu Fati évoque son avenir

Dimanche soir, le FC Barcelone a conservé son avance en tête de la Liga, en s'imposant contre Cadix, au Camp Nou (2-0). Une prestation réussie dans l'ensemble, à l'exception de la titularisation d'Ansu Fati.

L'ailier espagnol a eu une nouvelle chance de se montrer dimanche soir, mais sa nouvelle prestation n'a pas vraiment convaincu. Parrain de la dix-septième édition du projet «Relats Solidaires de l'Esport», une association caritative pour les milieux

défavorisés, l'attaquant de 20 ans en a profité pour faire le point sur son avenir. «Hier, je suis parti en colère parce que parfois, je pense que les gens du Camp Nou, qui me soutiennent tellement, je ne leur rends pas tout ce qu'ils me donnent. Je leur suis très reconnaissant et je suis heu-

reux d'être dans le club que j'aime et où j'ai été formé, a-t-il avoué. Je suis à cent pour cent et prêt à aider l'équipe. J'ai un contrat jusqu'en 2027 et j'espère pouvoir rester encore plus d'années ici. Je veux être au Barça pendant de nombreuses années».

Avec footmercato.net

Mode africaine

A Lomé, une Fashion Week haute en couleurs

Le Fimo228 a une nouvelle fois marqué les esprits avec sa Fashion Week unique en Afrique de l'Ouest. Quarante-deux créateurs sont venus de tout le continent et d'Europe présenter leurs dernières collections à un public avide de découvrir les dernières tendances de la mode africaine.

Le styliste Jacques Logoh, créateur il y a dix ans de ce festival de la mode au Togo, démontre année après année que le Fimo228 est devenu un rendez-vous incontournable pour tous les créateurs qui veulent une reconnaissance internationale. Le thème de cette année était « la mode s'engage pour l'environnement ». Aussi, des créateurs comme Desmo et ses ballons de football habillant les mannequins ou le créateur béninois Rich ou rien avec ses robes en tampons Jex ont fait sensation. Comme les balayeuses des rues de Togo 2000 venues défiler comme des top models. Présentation de quelques-uns des modèles les plus remarquables. Le Fimo228 a une nouvelle fois marqué les esprits avec sa Fashion Week unique en Afrique de l'Ouest. Quarante-



ante-deux créateurs sont venus de tout le continent et d'Europe présenter leurs dernières collections à un public avide de découvrir les dernières tendances de la mode africaine. Le styliste Jacques Logoh, créateur il y a dix ans de ce festival de la mode au Togo, démontre année après année que le Fimo228 est devenu un rendez-vous incontournable pour tous les créateurs qui veulent une reconnaissance internationale. Le thème de

cette année était « la mode s'engage pour l'environnement ». Aussi, des créateurs comme Desmo et ses ballons de football habillant les mannequins ou le créateur béninois Rich ou rien avec ses robes en tampons Jex ont fait sensation. Comme les balayeuses des rues de Togo 2000 venues défiler comme des top models. Présentation de quelques-uns des modèles les plus remarquables.

Avec RFI

Manchester United

Marcus Rashford fracasse tout sur son passage !

Vainqueur de Leicester (3-0) à l'occasion de la 24e journée, Manchester United est confortablement installé sur le podium de Premier League. Symbole de cette dynamique positive ? Marcus Rashford. Auteur d'un nouveau doublé face aux Foxes, l'attaquant anglais impressionne.

Le Paris Saint-Germain a Kylian Mbappé. Manchester United a Marcus Rashford. Si la comparaison pourrait, de prime abord, entrainer un sourire forcé, les performances réalisées par le jeune attaquant des Red Devils poussent à faire disparaître le rictus. Et pour cause. En délicatesse depuis plusieurs saisons, l'international anglais (51 sélections, 15 buts) marche sur l'eau cette saison sous les couleurs mancuiniennes. Auteur d'un nouveau doublé contre Leicester, le natif de Manchester, troisième meilleur buteur du championnat, totalise désor-

mais 24 buts et 8 passes décisives en 36 matchs toutes compétitions confondues. Symbole de la renaissance de Manchester United sous Erik ten Hag, l'ailier gauche de 25 ans a - une nouvelle fois - étalé toute sa classe lors de la 24e journée de Premier League. Décisif dans l'antre d'Old Trafford, Rashford a parfaitement lancé les siens dès la 25ème minute de jeu. D'une superbe frappe croisée du droit, il trompait Danny Ward avant de récidiver en début de seconde période après un très bel appel en profondeur et un joli service de Fred. Acclamé, le numéro

10 des Red Devils, fort de son sixième but sur ses cinq derniers matches, céda finalement sa place à Anthony Elanga avec le sentiment du devoir accompli. Inarrêtable en 2023, Rashford semble bel et bien avoir digéré l'élimination des Three Lions en quarts de finale de la dernière Coupe du Monde. Auteur de 16 buts en 17 rencontres depuis son retour du Qatar, l'attaquant des Red Devils terrorise les défenses anglaises. De quoi renforcer son statut au sein de l'effectif mancuinien, lui qui voit son contrat courir jusqu'en juin 2024.

Avec footmercato.net

Le Togo en chiffres

Produits échangés			
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
(autres que les médicaments) ...			
Motocycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

LE MEILLEUR PARTENAIRE POUR VOTRE RÉUSSITE

Vous êtes une petite
et moyenne entreprise (PME) ?
Désormais Société Générale Togo
vous accueille.

**C'EST VOUS
L'AVENIR**



**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
TOGO**

Société Générale Togo, succursale de Société Générale Bénin SA avec Conseil d'Administration au capital social de 37.000.000.000. Siège social : 2983, avenue de la Libération, Tokoin-Gbadago (72TKG) - RCCM : TG-LOM-2014 E 192 01 BP : 5012 LOME - Tél. : +228 22 53 75 00 - Fax : +228 22 53 75 01 - CIB : T0187 M - NIF : 1000385632